



LE CODE DU TRAVAIL N'EST PAS LE PROBLÈME

Le mercredi 12 juillet, le gouvernement Philippe dépose le projet de loi de réforme du code du travail à l'Assemblée Nationale : un projet inique de casse de la protection des salariés, dans la droite ligne des réformes initiées par Sarkozy, Hollande et Macron. **Un projet dicté par le MEDEF, mis en œuvre par ses serviteurs.** Seul 1 électeur sur 7 a voté pour le programme de Macron aux élections législatives. Pourtant, il veut imposer une super loi El Khomri en passant par ordonnance pour éviter tout amendement.

Avec ce projet, le gouvernement veut créer un droit du travail différent dans chaque entreprise,, supprimer les aides aux personnes licenciées, casser le CDI avec la création du CDD de chantier que l'employeur peut rompre à tout moment sans verser d'indemnité, désarmer les salariés en fusionnant les institutions représentatives du personnel et établir des barèmes aux prud'hommes, donc protéger les employeurs hors la loi !

Il n'y a aucun lien entre le droit du travail et le chômage. Au contraire, des bonnes conditions de travail permettent aux salariés d'être en bonne santé, de construire une famille, de s'investir dans leur emploi. A l'inverse, partout où les politiques de Macron ont été menées, des millions de salariés sont passés sous le seuil de pauvreté. **La France insoumise s'engage pour que chacun.e puisse vivre de son travail et exercer un emploi en phase avec ses qualifications.** Ainsi, à l'Assemblée nationale, les députées et les députés de la France insoumise ont déposé 132 amendements au projet de loi **d'habilitation** sur les ordonnances pour s'opposer à la casse du code du travail et défendre nos propositions. Plus que tous les autres groupes réunis !

La France Insoumise de Côte-d'Or présentera ses propositions alternatives aux citoyen.ne.s ce **mercredi 12 juillet à 17h, place du Bareuzai à Dijon** et appelle toutes celles et tous ceux qui ne se résignent pas à se joindre à elle. Créer 3 millions d'emplois par la relance écologique de l'activité ou favoriser l'augmentation des salaires *par un juste partage des richesses produites*, c'est possible !

La France Insoumise de Côte d'Or
Le 8 juillet 2017